

Des organisations de défense des droits condamnent la vague d'arrestations de journalistes égyptiens, demandent leur libération immédiate et que les responsables rendent des comptes

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), ainsi que 33 organisations de défense des droits et de la liberté de la presse, condamnent les récentes arrestations et [disparitions forcées](#) de quatre journalistes égyptiens - Ashraf Omar, Khaled Mamdouh, Ramadan Gouida et Yasser Abu Al-Ela - et demandent leur libération immédiate.

Les soussignés demandent également aux autorités égyptiennes d'abandonner toutes les charges retenues contre les journalistes, de cesser de les prendre pour cible en raison de leur travail, de mettre fin à la pratique consistant à dissimuler le statut ou le lieu de détention des personnes détenues, d'enquêter rapidement et de manière transparente sur les allégations selon lesquelles au moins deux des journalistes ont été torturés ou traités de manière inhumaine, et de faire en sorte que les responsables rendent compte de leurs actes.

La liste des journalistes arrêtés et des violations commises à leur rencontre est la suivante :

- [Ashraf Omar](#), dessinateur de presse pour le média indépendant *Al-Manassa*, a été [arrêté](#) le 22 juillet 2024 et emmené dans un lieu inconnu pendant deux jours. Il a comparu devant le parquet suprême de la sûreté de l'État (Supreme State Security Prosecution – SSSP) le 24 juillet, où il a été [inculpé](#) d'infractions telles que l'adhésion à un groupe terroriste en connaissance de ses objectifs, la diffusion de fausses nouvelles et l'utilisation abusive des réseaux sociaux. Selon *Al-Manassa*, le SSSP a également interrogé Omar au sujet de ses dessins sur la situation économique de l'Égypte et la pénurie d'électricité dans le pays. L'épouse d'Omar a [déclaré](#) qu'il avait été torturé, battu et menacé de chocs électriques pendant sa disparition forcée. Selon l'Association pour la liberté de pensée et d'expression (Association for Freedom of Thought and Expression – AFTE), une organisation de défense des droits humains basée au Caire, les autorités de sécurité ont [indiqué](#) dans le rapport d'arrestation officiel qu'Omar avait été arrêté le 24 juillet, dans une tentative apparente de dissimuler les deux jours de sa disparition. Le 1er septembre, le SSSP a [renouvelé](#) la détention d'Omar pour 15 jours supplémentaires dans l'attente de l'enquête sur l'affaire n° 1968 de 2024 (Sécurité suprême de l'État).
- [Khaled Mamdouh](#), journaliste pour le site d'information indépendant *Arabic Post*, a été [arrêté](#) le 16 juillet et emmené dans un lieu inconnu. Lors de son arrestation, son fils aîné a été [agressé](#) physiquement par les forces de sécurité, et ses appareils électroniques, y compris son ordinateur portable et son téléphone mobile, ont été saisis. Après six jours de disparition forcée, Mamdouh a comparu devant le SSSP le 21 juillet. Le SSSP l'a [accusé](#) d'avoir rejoint un groupe terroriste en connaissance de ses objectifs, d'avoir financé un groupe terroriste et d'avoir diffusé de fausses nouvelles. Le rapport d'arrestation de Mamdouh était [daté](#) du 20 juillet, et non de la date de son arrestation réelle le 16 juillet, dans ce que l'AFTE considère également comme une tentative apparente de dissimuler sa disparition forcée. Le 26 août, le SSSP a [renouvelé](#) la détention de Mamdouh pour 15 jours supplémentaires dans l'attente de l'enquête sur l'affaire n° 1282 de 2024 (Sécurité suprême de l'État).
- Ramadan Gouida, journaliste pour le site d'information indépendant *Al-Youm*, a été [arrêté](#) le 1er mai alors qu'il rentrait chez lui dans le gouvernorat de Menofia, et emmené dans un lieu inconnu. Après 40 jours de disparition forcée, il a comparu devant le SSSP, qui l'a [accusé](#) d'avoir rejoint une organisation terroriste et d'avoir diffusé de fausses nouvelles. Sa femme a indiqué que l'arrestation de Gouida avait eu lieu parce que son nom avait été mentionné lors de l'interrogatoire d'un autre journaliste qui avait travaillé avec Gouida au sein du média *Freedom and Justice News*, affilié aux Frères musulmans, en 2012. Le 26 août, le SSSP a [renouvelé](#) la

détention de Gouda pour 15 jours supplémentaires dans l'attente d'une enquête dans l'affaire n° 1568 de 2024 (Sécurité suprême de l'État).

- Yasser Abu Al-Ela, journaliste et membre du Syndicat des journalistes égyptiens, a été arrêté le 10 mars et emmené dans un [lieu inconnu](#). Lors de son interrogatoire devant le SSSP, Abu Al-Ela a informé le procureur qu'il avait été [soumis](#) à des tortures physiques et psychologiques pendant les 50 jours de sa disparition forcée, selon *The New Arab*. Sa femme, Naglaa Fathi, et sa sœur ont été [détenues](#) le 27 avril dans un lieu inconnu pendant 13 jours après avoir déposé plusieurs plaintes auprès des autorités égyptiennes au sujet de la disparition de son mari. Plus tard, les deux femmes ont été [accusées](#) d'avoir rejoint une organisation terroriste et d'avoir diffusé de fausses informations sur Facebook. Le 25 août, le SSSP a [renouvelé](#) la détention d'Abu Al-Ela pour 15 jours supplémentaires dans l'attente d'une enquête dans l'affaire n° 1568 de 2024 (Sécurité suprême de l'État). Pendant la session de renouvellement, Abu Al-Ela a déclaré qu'il commencerait une [grève de la faim](#) pour protester contre son traitement en prison, qui comprend l'isolement cellulaire, l'interdiction des visites familiales, et des restrictions pour quitter sa cellule pendant les heures désignées.

L'arrestation des quatre journalistes a déclenché une vague de peur et de traumatisme parmi les journalistes égyptiens que CPJ a interrogés, en particulier ceux qui avaient été détenus auparavant ou qui avaient travaillé avec *Arabic Post*, où Mamdouh était employé. Le 21 août, le journaliste Moataz Wadnan, arrêté en février 2018 alors qu'il travaillait comme reporter pour *Arabic Post* - connu sous le nom de HuffPost Arabi au moment de son arrestation - et libéré en juillet 2021, a écrit sur son compte Facebook qu'il avait quitté l'Égypte « à la recherche de sécurité et de stabilité, craignant une répétition de la détention ». Depuis son départ le mois dernier, les forces de sécurité égyptiennes ont perquisitionné son domicile à deux reprises, à sa recherche.

Outre ces quatre journalistes, les autorités détiennent également 11 autres journalistes, dont beaucoup sont détenus depuis plus longtemps que la limite légale de deux ans pour la détention provisoire. En outre, les autorités utilisent diverses tactiques pour restreindre la liberté de la presse dans le pays, notamment en interdisant les sites Internet des médias indépendants, en recourant à la loi pour harceler légalement les journalistes et les médias, et en ciblant les journalistes égyptiens en exil et les membres de leur famille en Égypte.

Les signataires de la présente déclaration demandent à l'Égypte de respecter sa constitution, qui garantit la liberté de la presse et interdit les sanctions privatives de liberté à l'encontre des éditeurs. Outre la libération de tous les journalistes emprisonnés et l'abandon des fausses accusations, le gouvernement doit cesser de bloquer les sites d'information et s'abstenir de s'en prendre aux journalistes égyptiens et aux membres de leur famille dans le pays et à l'étranger.

Cette nouvelle vague d'arrestations met en lumière le bilan honteux des autorités égyptiennes en matière de ciblage des journalistes et des médias indépendants, ce qui explique pourquoi l'Égypte est restée parmi les dix premiers pays à emprisonner des journalistes dans le monde au cours des dernières années, selon les données de CPJ. Ces arrestations montrent également que les disparitions forcées et la torture sont devenues des pratiques courantes des forces de sécurité égyptiennes à l'encontre des journalistes et d'autres personnes. Le gouvernement égyptien doit prendre les mesures décrites ci-dessus pour mettre fin à cette récente résurgence de la répression contre les journalistes et leurs familles et s'engager à garantir une presse libre et dynamique dans tout le pays.

Signataires :

1-ARTICLE 19

2-Artists at Risk Connection (ARC)

3-Association of Canadian Cartoonists

- 4-Australian Cartoonists Association
- 5-Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)
- 6-Cartoon Movement
- 7-Cartooning for Peace
- 8-Cartoonists Rights Network International
- 9-Committee for Justice
- 10-Committee to Protect Journalists
- 11-Egyptian Commission for Rights and Freedoms
- 12-Egyptian Front for Human Rights
- 13-Egyptian Human Rights Forum (EHRF)
- 14-Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)
- 15-Egyptian Observatory for Journalism and Media (EOJM)
- 16-EuroMed Rights
- 17-European Cartoon Award
- 18-Forum for Humor and the Law
- 19-Freedom Cartoonists Foundation
- 20-Freemuse
- 21-Gulf Centre for Human Rights (GCHR)
- 22-HuMENA for Human Rights and Civic Engagement
- 23-Human Rights First
- 24-IFEX
- 25-Index on Censorship
- 26-Khartoon Magazine (khartoonmag.com)
- 27-Law and democracy support foundation
- 28-Middle East Democracy Center
- 29-Professional Cartoonists' Organisation (PCO)
- 30-Robert F. Kennedy Human Rights
- 31-Samir Kassir Foundation
- 32-The Tahrir Institute for Middle East Policy (TIMEP)
- 33-Toons Mag
- 34-World War 3 Illustrated